

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 26 FEVRIER 2008

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-
STALPAERT P., BREUSE E.; SENECAUT M.; LEURIDANT G., MULLER L.,
ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I, MORCRETTE
C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente ouvre la séance en donnant les informations suivantes :

1. Budget 2008 – dotation communale au Service Incendie – tarification 2006 – frais pour l'année 2005.
2. Modification du projet de délibération pour le point n°14 (suite à la réception de la délibération du Conseil Communal de Saint-Ghislain) : Eglise protestante de Baudour-Herchies – contraction d'un emprunt pour l'acquisition d'un immeuble et d'un garage – garantie de l'emprunt – approbation.
3. Attestation de la minorité du Conseil Communal désignant Mesdames MAIRESSE et DELHOUX en tant que membres représentant la minorité du Conseil, au sein de la C.C.A.T.M., suite à la délibération du 05 septembre 2007.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 11 DECEMBRE 2007 – PARTIE PUBLIQUE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 19 voix pour et 2 abstentions, le procès-verbal de la séance du 11 décembre 2007 – partie publique.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 22 JANVIER 2008 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE signale qu'au point n°14, il fallait lire cuisine et non machine.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 18 voix pour et 3 abstentions, le procès-verbal de la séance du 22 janvier 2008 – partie publique.

3. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01 FEVRIER 2008 - INFORMATION

LE COLLEGE COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 01 février 2008, à savoir : un solde débiteur de 951.715,76 €.

4. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE LA SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE – BAUDOUR-HERCHIES DE L'EXERCICE 2007 DU SERVICE ORDINAIRE - AVIS

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n° 1 au budget 2007 de la Synode de L'Eglise Protestante Unie – Baudour-Herchies dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	24.590,00
Recettes en plus :	355,00

D'après le budget initial : Dépenses :	24.590,00
Dépenses en plus :	355,00

Nouveau Résultat : Recettes :	24.945,00
Dépenses :	24.945,00

Le supplément communal s'élève à 88,75 euros.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 19 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2007 de la Synode église protestante – Baudour-Herchies.

5. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-BARTHELEMY – ERBAUT – BUDGET 2008 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 20.624,54 euros en recettes et en dépenses. L'intervention communale à solliciter, s'élève à 14.366,85 euros à l'ordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

6. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-ELOI – JURBISE – BUDGET 2008 – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 130.632,84 euros en recettes et en dépenses.
L'intervention communale à solliciter, s'élève à 15.234,64 euros à l'ordinaire et 107.000,00 euros à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 19 voix pour et 2 abstentions sur le présent budget.

7. FINANCES – MARCHÉ DE FOURNITURE INFÉRIEUR À 5.500 HTVA – DIVERS AMÉNAGEMENTS SALLE CULTURELLE « JACQUES GALANT » - ACQUISITION DE STORES – CONDITIONS, MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ET FIRMES À CONSULTER - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Divers aménagements salle Jacques Galant - Acquisition de stores", le montant estimé s'élève à 626,21 € hors TVA ou 757,71 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Ets Yannart, Zoning de Cuesmes à 7033 Mons;
- Altruy Décoration, Rue Sainte Brigitte 100 à 7971 Thumaide;
- Top Décor, Rue des Viaducs 294 à 7020 Nimy;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 762/72460.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par fonds propres;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Divers aménagements salle Jacques Galant - Acquisition de stores". Le montant est estimé à 626,21 € hors TVA ou 757,71 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée par facture acceptée.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Ets Yannart, Zoning de Cuesmes à 7033 Mons;
- Altruy Décoration, Rue Sainte Brigitte 100 à 7971 Thumaide;
- Top Décor, Rue des Viaducs 294 à 7020 Nimy;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 3 mars 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2008, article 762/72460.2008.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. FINANCES – MARCHE DE FOURNITURE INFÉRIEUR A 5.500 HTVA – DIVERS AMÉNAGEMENTS SALLE CULTURELLE « JACQUES GALANT » - ACQUISITION ET POSE D'UN RIDEAU LATÉRAL DE SCÈNE – CONDITIONS, MODE DE PASSATION DU MARCHE ET FIRMES A CONSULTER - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2008014 pour le marché ayant pour objet "Divers aménagements Salle Jacques Galant - Pose d'un rideau latéral de scène";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Divers aménagements Salle Jacques Galant - Pose d'un rideau latéral de scène", le montant estimé s'élève à 2.961,00 € hors TVA ou 3.582,81 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- SPRL Ferronnerie de la scène, Rue de Péruwelz, 30 à 7321 Blaton;
- Triline SA, Rue des Praules 7A à 5030 Gembloux;
- Showtex Waver, Avenue Vésale 13 à 1300 Wavre;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 762/72460.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par fonds propres;

DECIDE à l'unanimité:

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2008014 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Divers aménagements Salle Jacques Galant - Pose d'un rideau latéral de scène", établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 2.961,00 € hors TVA ou 3.582,81 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée par facture acceptée.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée :

- SPRL Ferronnerie de la scène, Rue de Péruwelz, 30 à 7321 Blaton;
- Triline SA, Rue des Praules 7A à 5030 Gembloux;
- Showtex Waver, Avenue Vésale 13 à 1300 Wavre;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 3 mars 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2008, article 762/72460.2008.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

9. FINANCES – MARCHÉ DE FOURNITURE INFÉRIEUR A 5.500 HTVA – DIVERS AMÉNAGEMENTS SALLE CULTURELLE « JACQUES GALANT » - ACQUISITION ET POSE DE RAIL POUR LUMINAIRES – CONDITIONS, MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ET FIRMES A CONSULTER - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2008-0022 pour le marché ayant pour objet Divers aménagements Salle Jacques Galant - Acquisition et pose d'un rail pour luminaires;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “Divers aménagements Salle Jacques Galant - Acquisition et pose d'un rail pour luminaires”, le montant estimé s’élève à 715,00 € hors TVA ou 865,15 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu’il est donc proposé d’attribuer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- SPRL Ferronnerie de la scène, Rue de Péruwelz, 30 à 7321 Blaton;
- Triline SA, Rue des Praules 7A à 5030 Gembloux;
- Showtex Waver, Avenue Vésale 13 à 1300 Wavre;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l’exercice 2008, article 762/72460.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par fonds propres;

DECIDE à l’unanimité

Article 1er. - D’approuver le cahier des charges N°. 2008-0022 et le montant estimé du marché ayant pour objet “Divers aménagements Salle Jacques Galant - Acquisition et pose d'un rail pour luminaires”, établis par le Service Finances. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 715,00 € hors TVA ou 865,15 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée par facture acceptée.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- SPRL Ferronnerie de la scène, Rue de Péruwelz, 30 à 7321 Blaton;
- Triline SA, Rue des Praules 7A à 5030 Gembloux;
- Showtex Waver, Avenue Vésale 13 à 1300 Wavre;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l’administration au plus tard le 3 mars 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l’article 1 sera financé au budget ordinaire de l’exercice 2008, article 762/72460.2008.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

10. FINANCES – MARCHE DE FOURNITURE INFÉRIEUR A 5.500 HTVA –

**ACQUISITION DE DEUX IMPRIMANTES – CONDITIONS, MODE DE
PASSATION DU MARCHE ET FIRMES A CONSULTER – APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition de 2 imprimantes", le montant estimé s'élève à 578,51 € hors TVA ou 700,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Trasys S.A., Avenue Ariane 7 à 1200 Bruxelles;
- Altair S.A., Avenue Georges Lemaître 21/5 à 6041 Gosselies;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 104/74253.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par fonds propres;

DECIDE à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Acquisition de 2 imprimantes". Le montant est estimé à 578,51 € hors TVA ou 700,00 €, 21 % TVA comprise.

- Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée par facture acceptée.
- Article 3.** - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:
- Trasys S.A., Avenue Ariane 7 à 1200 Bruxelles;
 - Altair S.A., Avenue Georges Lemaître 21/5 à 6041 Gosselies;
- Article 4.** - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 3 mars 2008.
- Article 5.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 104/74253.2008.
- Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**11. FINANCES – MARCHE DE FOURNITURE INFÉRIEUR A 5.500 HTVA –
ACQUISITION DE MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT POUR LE SERVICE DE
VOIRIE (ENTRETIEN PARC ET JARDINS) – CONDITIONS, MODE DE
PASSATION DU MARCHE ET FIRMES A CONSULTER - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition de matériel équipement (tronçonneuse et un taille-haies)", le montant estimé s'élève à 722,48 € hors TVA ou 874,20 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Deraux Pierre, Rue de Mauvinage, 94 à 7830 Silly;
- Loca J&D, Route d'Ath, 187 à 7020 Nimy;
- LETE André, Rue des Alliés à 7870 Lens;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 421/74451.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Acquisition de matériel équipement (tronçonneuse et un taille-haies)". Le montant est estimé à 722,48 € hors TVA ou 874,20 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée par facture acceptée.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:
- Deraux Pierre, Rue de Mauvinage, 94 à 7830 Silly;
- Loca J&D, Route d'Ath, 187 à 7020 Nimy;
- LETE André, Rue des Alliés à 7870 Lens;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 3 mars 2008.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 421/74451.2008.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

12. FINANCES – FOURNITURES DE GASOIL DE CHAUFFAGE POUR LES BATIMENTS ADMINISTRATIFS, SCOLAIRES, CULTES, CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE ET LA FOURNITURE DE GASOIL ROUTIER POUR LES VEHICULES COMMUNAUX – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2008019 pour le marché ayant pour objet Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, CPAS et bâtiments des Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale;

Considérant que ce marché est divisé en lots:

- Lot 1: Fourniture de gasoil de chauffage, estimé à 160.060,00 € hors TVA ou 193.672,60 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 2: Fourniture de gasoil routier, estimé à 41.500,00 € hors TVA ou 50.215,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, CPAS et bâtiments des Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale, le montant estimé s'élève à 201.560,00 € hors TVA ou 243.887,60 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par adjudication publique;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2008, articles 124,421,722,762/12503 et 421,422,722/12703;

DECIDE à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2008019 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, CPAS et bâtiments des Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale", établis par le Service Finances.

Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 201.560,00 € hors TVA ou 243.887,60 €, 21 % TVA comprise.

Le marché est divisé en lots :

- Lot 1: Fourniture de gasoil de chauffage, estimé à 160.060,00 € hors TVA ou 193.672,60 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 2: Fourniture de gasoil routier, estimé à 41.500,00 € hors TVA ou 50.215,00 €, 21 % TVA comprise;

Article 2. - Le marché précité est attribué par adjudication publique.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2008, articles 124,421,722,762/12503 et 421,422,722/12703.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

13. FINANCES – SWDE – TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU D'ERBISOEUL RELATIFS AU LOTISSEMENT SIS RUES BASSE ET GHLIN – SOUSCRIPTION DE 265 PARTS SOCIALES - DECISION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder aux travaux d'extension pour l'alimentation en eau potable du lotissement sis rues Basses et de Ghlin (4 lots) à Erbisoeul;

Vu le devis estimatif de ces travaux qui s'élève à 6.600,30 euros;

Attendu que ce montant aux prestations et fournitures de la Société wallonne lui a été versé par le lotisseur;

Vu les articles 1, 2, 8, 26 et 37 du décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société Wallonne des Distributions d'Eau, prenant la dénomination Société wallonne des eaux;

Vu les articles 2, 4, 6 et 10 des statuts de cette dernière;

Vu les articles L1122-30, L1123-23, L1113-1, L1222-3, L1222-4, L1311-3 et L1311-4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu la lettre de la Société Wallonne en date du 26 novembre 2007;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} : de souscrire 265 parts sociales de 25 euros dans le capital du Sous bassin hydrographique de la Dendre, en vue de financer les travaux d'extension pour l'alimentation en eau potable du lotissement sis rues Basse et de Ghlin (4 lots) à Erbisoeul ;

Article 2 : de transmettre la présente délibération, en triple exemplaires, à la Société wallonne des eaux.

14. EGLISE PROTESTANTE DE BAUDOUR-HERCHIES – CONTRACTION D’UN EMPRUNT POUR L’ACQUISITION D’UN IMMEUBLE ET D’UN GARAGE – GARANTIE DE L’EMPRUNT - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du Conseil d’administration de l’Eglise protestante de Baudour-Herchies, en date du 10 mars 2007 décidant de contracter auprès de FORTIS Banque un emprunt de 175.000 euros sur une durée de 20 ans destiné à l’acquisition d’une maison rue de Saint-Lô 73 et d’un garage rue de Saint-Lô 104 à Saint-Ghislain;

Vu la demande introduite par l’Eglise protestante de Baudour-Herchies en date du 1^{er} mai 2007;

Considérant la décision du Collège communal de Saint-Ghislain du 15 mai 2007 de marquer son accord sur la demande aux conditions suivantes :

- cette habitation constituera le seul presbytère officiel,
- l’allocation de résidence actuellement versée par la Ville de Saint-Ghislain se rapportera à ce nouvel immeuble;

Considérant la délibération du Conseil communal de Saint-Ghislain du 18 février 2008;

Vu la délibération du Collège communal de Jurbise du 17 décembre 2007, décidant de suivre la position adoptée par le Conseil communal de Saint-Ghislain;

Vu l’article 92, 2° du Décret impérial du 30 novembre 1809 concernant les fabriques d’églises;

Vu l’arrêté Royal du 1^{er} juillet 1816 autorisant les fabriques d’église à emprunter;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant que cette église dépend de la Ville de Saint-Ghislain et de la Commune de Jurbise;

Considérant que la Région wallonne est seule compétente pour approuver les opérations d’emprunt des fabriques d’église;

Vu les articles L 1122-30, L1321-1, 12° et L3122-2,6° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Décide :

Par 19 voix pour, 0 voix contre(s) et 2 abstention(s)

Article 1^{er} – De se porter caution solidaire à concurrence de 25% envers FORTIS Banque, tant en capital qu'en intérêts, commission et frais, du crédit contracté par l'Eglise protestante de Baudour-Herchies d'un montant de 175.000 euros en vue d'acquérir un immeuble et un garage, rue de Saint-Lô 73 et 104 à 7330 Saint-Ghislain.

Article 2 – D'autoriser FORTIS Banque à porter au débit du compte courant de la Commune
Valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'Administration garante à 25 % recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais prévus.

Article 3 – S'engage, en cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges qui seraient portées en compte à la Commune, à concurrence de 25 %, à faire parvenir directement à FORTIS Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette en cas de retard, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans remise de demeure, calculés conformément au cahier des charges, et cela pendant la période de défaut de paiement.

Article 4 – La présente autorisation, donnée par la Commune de Jurbise, vaut délégation irrévocable en faveur de FORTIS Banque.

Article 5 – La présente délibération est soumise à la Région wallonne pour approbation.

15. URBANISME – LOTISSEMENT A HERCHIES, RUE DE VACRESSE – VENDRE 3 LOTS COMME TERRAIN A BATIR, 3 LOTS EN ZONE AGRICOLE COMME JARDIN ET GARDER LE LOT 4 COMME TERRE DE CULTURE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande introduite le 11 juillet 2007 relative à un projet de lotissement sur le terrain sis rue de Vacresse à 7050 Jurbise (Herchies), cadastré Section D n° 770^e, 763, 766, 769c, 780, 782, 785, 767a, 783a, 768g, 768h et 770f : vendre trois lots comme terrain à bâtir, trois lots en zone agricole comme extension de jardin et garder le lot 4 comme terre de culture en zone agricole;

Vu l'avis favorable de la Direction de l'Agriculture réceptionné le 30/08/2007 en annexe;

Vu l'avis favorable conditionnel du H.I.T. du 03/09/2007 en annexe;

Vu l'enquête publique réalisée du 22/08/2007 au 05/09/2007 dont procès-verbal constatant que deux observations ont été introduites à l'encontre du projet de lotissement;

Vu la décision du Collège communal réuni le 14/01/2008;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

Décide à l'unanimité :

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, et au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

16. URBANISME – ART 128 ET 129 DU C.W.A.T.U.P – PERMIS D'URBANISME
IMPLIQUANT LA MODIFICATION DU TRACE DE LA VOIRIE
COMMUNALE EXISTANTE ET L'ELARGISSEMENT DE CELLE-CI –
APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu plus précisément les articles 128 et 129 traitant des dispositions particulières au permis de lotir et au permis d'urbanisme impliquant une modification à la voirie communale;

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite le 23 novembre 2007 relative au projet de construction de trois habitations groupées sur le terrain sis rue du Lambeau à 7050 Jurbise (Erbisoeul), cadastré Section B n° 171f, affecté au Plan de Secteur en zone d'habitat;

Attendu que cette demande implique des modifications à l'équipement de la voirie, à savoir :

- *porter la largeur de la chaussée à 4 m suivant une parallèle à la clôture de la parcelle située en vis-à-vis de la propriété;*
- *fixer le front de bâtisse à 4 m minimum en recul sur l'alignement;*
- *céder gratuitement l'assiette de voirie à la Commune de Jurbise;*
- *le bien se trouvant en zone d'assainissement collectif non opérationnel. Le rejet des eaux usées se fera vers le futur égout en respectant les conditions fixées par le règlement communal;*
- *Indépendamment des réseaux d'eau, d'énergie et de communication, les charges qui s'imposent aux demandeurs pour équiper la voirie sont les suivantes :*
 - *D'un côté de la voirie, établissement d'un filet d'eau type IIE2, posé sur fondation en béton maigre de 0,20 m d'épaisseur minimum;*

- *De l'autre côté de la voirie, établissement d'une bordure de contrebutage enterrée de type IC1, posée sur fondation en béton maigre de 0,15 m d'épaisseur minimum;*
- *Etablissement d'une fondation de chaussée en empierrement à granularité continue, stabilisé au ciment, sur 0,35 m d'épaisseur;*
- *Etablissement d'un revêtement de chaussée en béton hydrocarbiné type BB-4C sur 0,05 m d'épaisseur;*
- *Etablissement de deux avaloirs en regard des chambres de visite aval et intermédiaire;*
- *Egouttage à réaliser en tuyaux de béton de 0,30 m de diamètre intérieur à placer en axe de chaussée;*
- *Enrobage des tuyaux en sable-ciment, remblai en sable enchaussée;*
- *Etablissement de 3 chambres de visite comme indiqué au plan. Elles seront réalisées en maçonnerie de briques pleines (une brique d'épaisseur enduite à l'extérieur et cimentée intérieur-extérieur – trappillon 40 tonnes en fonte ou préfabriquées en béton armé. Elles seront établies sur fondation en béton non armé C30/37 de 0,20m d'épaisseur minimum;*
- *Etablissement de la signalisation au carrefour suivant indications de la Région Wallonne (M.W.E.T.);*
- *Travaux d'appropriation éventuelle du domaine de la Région Wallonne (M.W.E.T.) au raccord des voiries, suivant leurs indications;*
- *Travaux à réaliser en respectant le cahier des charges-type RW99-2004;*
- *L'équipement de voirie et d'égouttage est à établir depuis la chaussée de la route d'Ath jusqu'en fin de parcelle à bâtir. La largeur de la chaussée (revêtement sera de 3m.*

Attendu qu'en conséquence cette demande est soumise aux dispositions particulières définies aux susdits articles 128 et 129 dudit Code Wallon à savoir :

- *avis du Collège communal constatant que le permis peut être accordé en ce qui le concerne;*
- *formalités d'enquête publique telles que définies aux articles 330 et suivants dudit Code Wallon;*
- *délibération du Conseil communal sur la question de voirie et après avoir pris connaissance des résultats de l'enquête publique;*

Vu l'avis favorable conditionnel du H.I.T du 18/12/2007;

Vu l'avis favorable conditionnel du Service Incendie réceptionné en date du 8/01/2007;

Vu la décision du Collège Communal du 14 janvier 2008;

Vu l'enquête publique réalisée du 12/12/2007 au 26/12/2007 dont procès-verbal constatant qu'aucune observation n'a été introduite;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

Décide d'approuver à l'unanimité

Article 1er : Les modifications à apporter à la voirie communale.

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, et au propriétaire du terrain également auteur de projet.

17. TRAVAUX – ACQUISITION D’UNE TONDEUSE AUTOPORTEE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE ET CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 17, § 2, 1^o a;

Vu l’arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 120;

Vu l’arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l’article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l’arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Travaux a établi un cahier des charges N° ST2008/2 pour le marché ayant pour objet « Acquisition d'une tondeuse autoportée »;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet « Acquisition d'une tondeuse autoportée », le montant estimé s’élève à 19.140,00 € hors TVA ou 23.159,40 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu’il est donc proposé d’attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 42102/74451.2008;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. ST2008/2 et le montant estimé du marché ayant pour objet « Acquisition d'une tondeuse autoportée », établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 19.140,00 € hors TVA ou 23.159,40 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 42102/74451.2008.

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**18. TRAVAUX – ACQUISITION DE CELLULES ET SOCLES DE COLUMBARIUM-
CAHIER SPECIAL DES CHARGES, DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE
DE PASSATION DU MARCHE ET CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE-
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1er avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Travaux a établi un cahier des charges N° ST2008/3 pour le marché ayant pour objet « Acquisition de cellules et socles de columbarium »;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “Acquisition de cellules et socles de columbarium”, le montant estimé s'élève à 9.995,00 € hors TVA ou 12.093,95 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit sera prévu lors de la prochaine modification budgétaire;

Considérant que le crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. ST2008/3 et le montant estimé du marché ayant pour objet « Acquisition de cellules et socles de columbarium », établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 9.995,00 € hors TVA ou 12.093,95 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le crédit sera prévu lors de la prochaine modification budgétaire.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

19. TRAVAUX – EGOUTTAGE DES RUES DU CANARD, DU CHAT SAUVAGE, DE LA MINIERE ET DE L'IMPASSE DES GARENNES – PLANS, CAHIER SPECIAL DES CHARGES, METRE ET DEVIS ESTIMATIF, MODE DE PASSATION DU MARCHE ET CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu qu'il est nécessaire de réaliser les travaux d'égouttage des rues du Canard, du Chat Sauvage, de la Minière et de l'Impasse des Garennes à Herchies, ces voiries ne disposant d'aucune évacuation tant pour les eaux usées que pour les eaux de ruissellements;

Vu le contrat d'agglomération n° 53044/04-53044 conclu le 26.04.2004 entre la Commune de Jurbise, la Région Wallonne, la S.P.G.E. et l' I.D.E.A.;

Vu l'inscription du projet au plan triennal des travaux 2007-2008-2009 arrêté par le Conseil Communal en date du 22.05.2007;

Vu l'inscription budgétaire d'un montant de 1.009.966,00 € T.V.A.C. à l'article 87707/73260 du budget extraordinaire de l'exercice 2008;

Vu la délibération du Conseil Communal en sa séance du 05.07.2007 approuvant le projet initial comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés, devis estimatif et avis de marché, et fixant le mode de passation de marché ainsi que les critères de sélection qualitative;

Attendu que le projet initial n'a pas été retenu dans le plan triennal des travaux 2007-2008-2009 arrêté par le Ministre des Affaires Intérieures et de la Fonction Publique en date du 12.07.2007;

Attendu que sans subside du Ministère de la Région Wallonne il était impératif de modifier le projet initial afin de réduire le montant des travaux à charge de la Commune sous peine de non-exécution des travaux;

Vu le projet modifié par le Hainaut Ingénierie Technique et portant sur un montant estimatif de 899.988,47 EUR T.V.A.C., dont 455.276,11 EUR T.V.A.C. financés par la S.P.G.E. et 444.712,35 EUR T.V.A.C. non subsidiés;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le projet modifié comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés, devis estimatif et avis de marché, de fixer le mode de passation de marché et les critères de sélection qualitative;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE à l'unanimité

Article 1er. - D'annuler la délibération du Conseil Communal en sa séance du 05.09.2007 et portant sur l'approbation du cahier spécial des charges, plans, métrés, devis estimatif et avis de marché, fixation du mode de passation de marché et des critères de sélection qualitative pour l'égouttage des rues du Canard, du Chat Sauvage, de la Minière et de l'impasse des garennes.

Article 2. - D'approuver le projet modifié comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés, devis estimatif et avis de marché relatifs aux travaux d'égouttage des rues du Canard, de la Minière, du Chat Sauvage et de l'Impasse des Garennes au montant de 899.988,47 EUR T.V.A.C., dont 455.276,11 EUR T.V.A.C. financés par la S.P.G.E. et 444.712,35 EUR T.V.A.C. non subsidiés;

Article 3. - De fixer le mode de passation de marché par adjudication publique.

Article 4. - De fixer les critères de sélection qualitative comme suit;

Agréation : catégorie C, Classe 4 sur base de l'estimation.

Enregistrement : Le soumissionnaire doit être enregistré dans la catégorie 05 ou 009.

Documents à fournir :

- Certificat d'agréation en catégorie C, classe 4 ou les documents établissant la preuve que les conditions fixées par la loi du 20.03.1991.
- Certificat d'enregistrement dans la catégorie 05 ou 009.
- Attestation d'O.N.S.S. conforme aux dispositions de l'article 90§3 ou §4 de l'A.R. du 08.01.1996. relatif aux marchés publics.

Article 5. - De soumettre le présent dossier à l'approbation de la S.P.G.E.

Article 6. - De transmettre un extrait de la présente délibération à l'I.D.E.A., au Hainaut Ingénierie Technique et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

**20. TRAVAUX – REFECTION DE LA TOITURE DE L'EGLISE DE MASNUY-
SAINT-PIERRE – DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET – CAHIER
SPECIAL DES CHARGES, DEVIS ESTIMATIF, MODE DE PASSATION DU
MARCHE ET CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder à la désignation d'un auteur de projet pour les travaux de réfection de la toiture de l'église de Masnuy-Saint-Pierre;

Vu le cahier spécial des charges et le montant estimatif établis par le service des travaux;

Attendu qu'il y a lieu de fixer le mode passation de marché, les critères de sélection qualitative et d'approuver le cahier spécial des charges ainsi que le montant estimatif de la dépense;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE :

Par 19 voix pour, 0 voix contre(s) et 2 abstention(s)

Article 1er. – D'approuver le cahier spécial des charges relatif à la désignation d'un auteur de projet pour les travaux de réfection de la toiture de l'église de Masnuy-Saint-Pierre ainsi que le devis estimatif au montant de 7.930,19 EUR T.V.A. comprise.

Article 2. - De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

Article 3. - De prévoir les crédits nécessaires pour couvrir la dépense par voie de modification budgétaire.

Article 4. - De transmettre extraits de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

21. QUESTIONS ORALES

Monsieur HALLOT questionne la Présidente sur la problématique du passage à la « Voie Criquelion » à Erbisoeul.

La Présidente précise que le dossier est en instruction au H.I.T (Commissaire Voyer) et que la suite sera communiquée au Conseil Communal après clôture.

Madame SENECAUT signale que le budget de la Zone de Police a été approuvé le 25 février 2008 et fait part au Conseil de ses remarques et craintes concernant la problématique

d'un financement équitable, de l'augmentation de la charge de travail des policiers, de la diminution de leur effectif et de l'accroissement de la part communale dans la dotation.

La Bourgmestre précise qu'elle est consciente de ces problèmes. Elle fait remarquer les nombreuses incohérences législatives entre les différents niveaux de pouvoir. Elle mentionne également qu'elle va initier prochainement une réunion avec les différents receveurs, afin d'établir un plan de financement plus équilibré.

Madame SENECAUT donne lecture d'un texte à la demande du groupe ECOLO, non représenté au Conseil Communal. La réponse sera donnée au prochain Conseil Communal.

Madame SENECAUT s'interroge sur l'avancement des travaux dans les « Bruyères ». L'Echevin des Travaux lui donne réponse.

Monsieur MULLER questionne la Présidente sur la signalisation cachée au chemin du Prince et rue Rouge à Triaux à Erbisoeul.

Mademoiselle GALANT s'en explique et fait remarquer que le règlement a fait l'objet d'un débat au Conseil Communal.

Monsieur MULLER demande que la Police soit vigilante pour faire couper les haies et plantes diverses privatives, qui débordent sur le domaine public.

La Présidente prend acte.

Madame DELHAYE-DEBAUQUE demande si le Collège Communal a pris position sur la problématique des nuisances sonores dues à l'activité du « Conways ».

La Présidente s'en explique.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,